

*Initiatives ministérielles*

On n'a rien contre le Canada anglais et je pense que si le Québec accède à sa pleine et entière souveraineté, nous allons être en mesure ensuite de parler. . .

**Le président suppléant (M. DeBlois):** L'honorable député de York-Sud—Weston invoque le Règlement.

[Traduction]

**M. Nunziata:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Vous aurez remarqué qu'il y a plusieurs autres députés qui veulent poser des questions à l'orateur précédent. L'orateur actuel ne laisse pas suffisamment de temps aux autres députés pour qu'ils puissent poser leurs questions. Je suis certain qu'il veut être aussi équitable que nous le sommes à son égard.

[Français]

**Le président suppléant (M. DeBlois):** J'invite donc le député de Hull—Aylmer à conclure puisque, en effet, d'autres députés désirent prendre la parole. Soyez bref, s'il vous plaît.

• (1640)

**M. Rocheleau:** Monsieur le Président, je voudrais conclure en posant une question à mon bon ami de la Saskatchewan, car eux aussi sont distincts du Québec, ils sont également distincts de l'Alberta.

Je voudrais savoir de la part du député qui m'a précédé, si les gens de sa province sont d'accord pour se faire leurrer à nouveau par le gouvernement fédéral, par le premier ministre, en l'occurrence dans la formation d'un nouveau comité, plutôt que d'attendre les conclusions de la Commission Bélanger-Campeau?

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Monsieur le Président, je ne suis pas du tout pour l'indépendance du Québec. Je ne suis pas du tout pour l'indépendance de la Saskatchewan, ni de Terre-Neuve, ni des autres provinces canadiennes. Je suis pour l'indépendance et la souveraineté canadiennes. Toutefois, je comprends la position du député, monsieur le Président. Mais moi, je ne suis pas québécois, je suis canadien et je veux garder le pays ensemble. Nous avons besoin du Québec pour avoir un grand Canada, pour un Canada qui sera différent.

**Une voix:** Oui, pour payer les taxes!

**M. Nystrom:** Monsieur le Président, j'ai l'intention de voter contre cette proposition du gouvernement de M. Mulroney. Nous avons proposé un amendement où nous pouvons discuter du processus pour amender la Constitution canadienne et également le contenu. J'étais membre du Comité présidé par le député de Sherbrooke et nous

avons fait beaucoup de propositions mais elles ont été ignorées par le premier ministre du Canada.

J'ai posé une question à la ministre de la Justice, car après nous avoir fait ces nouvelles propositions, est-ce que ces propositions seraient. . .

[Traduction]

Ces recommandations seront-elles acceptées par le gouvernement du Canada et en fera-t-il la base de sa position quand il mènera des négociations à propos de la Constitution? Je serai très bref parce que je voudrais que les libéraux posent si possible une ou deux questions.

[Français]

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Ceci met fin à la période de questions et commentaires. Je regrette, mais la période est terminée. Le député de Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte invoque le Règlement.

[Traduction]

**M. Tobin:** Monsieur le Président, tous les députés savent, je pense, que mon collègue attend pour interroger le député au sujet de la divergence de vues entre le chef du Nouveau Parti démocratique et M. Edmonston. Je pense que si nous demandions le consentement unanime, la Chambre pourrait consentir à ce que nous posions cette question.

[Français]

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Est-ce qu'il y a consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Il n'y a pas de consentement. Reprise du débat. La parole est au député de Nunatsiaq.

[Traduction]

La parole est au député de York-Sud—Weston pour un rappel au Règlement.

**M. Nunziata:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je voudrais seulement faire remarquer, pour que cela figure au compte rendu, que c'est le Bloc québécois qui a empêché la Chambre de continuer à poser des questions sur cette question importante.

[Français]

**M. Plamondon:** J'invoque le Règlement, monsieur le Président.